

Conseil Municipal Jeudi 24 Avril 2025 Compte-rendu

En introduction, la parole est laissée à Agnès Denys, première adjointe et conseillère départementale. Mme Denys souhaite revenir sur la séance plénière du Département, deux jours auparavant, lors de laquelle M. Baudoux a annoncé sa démission. Une décision, murie de longue date, qui permet de faire la transition avec son suppléant, Eric Lavallée pour la fin du mandat. M Lavallée siégera en binôme aux côtés d'Agnès Denys dans l'hémicycle. Un hémicycle qui a applaudi, tous bords confondus, le désormais ancien conseiller départemental pour qui il s'agissait de la 24^{ème} année de mandat dont 14 en qualité de vice-président en charge des collègues. M. Baudoux explique ce choix par la volonté de se consacrer plus encore à sa ville et au territoire.

Avant d'évoquer quelques autres sujets d'actualité, Monsieur le Maire adresse ses condoléances à Marianne Caron suite au décès de son père.

- Il annonce ensuite sur la venue le lendemain de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée en charge de l'autonomie et du handicap. Mme Parmentier-Lecocq procédera à l'inauguration des 15 nouveaux logements de la Résidence Service. Une nouvelle unité, située Résidence Paul Bert, qui vise à répondre aux nombreux dossiers en attente et que la Ministre accompagnera d'un passage à la Résidence Rita Carpentier où l'attendront également les équipes de l'association Contact, des Papillons Blancs et du CAMPS.

- Retour ensuite sur le très bon démarrage des liaisons vers Mons et Bruxelles. Un succès souligné dans les médias nationaux par le PDG de Ouigo évoquant une forte demande pour les lignes Paris-Bruxelles. Monsieur Baudoux rappelle la position centrale de la gare Aulnésienne, dite gare étoile, permettant une desserte multidirectionnelle. Parmi les points plébiscités par les usagers : la présence du parking silo à proximité.

- Commerces ensuite avec l'annonce de l'ouverture de Zeeman, le 2 Juillet sur la zone des Marquises. Une dernière enseigne s'implantera prochainement. Au total ce sont 3 000 m2 de commerces qui auront vu le jour en centre-ville. Monsieur le Maire en profite pour annoncer son intention de déposer une DUP à l'encontre du groupe NormInter, propriétaire du site Intermarché. Il s'appuie pour cela sur les refus du groupe de donner suite à des propositions de rachat. Une attitude qui met en péril la survie de Bricomarché, voisin de l'enseigne et laisse une partie du personnel dans l'incompréhension. Cette DUP permettrait à la ville de récupérer le bâti et de le revendre ensuite aux investisseurs intéressés. Un courrier sera adressé au groupe très rapidement.

- Enfin, dernier sujet : le projet Street-art et sa balade urbaine. Jean Durieux, adjoint à la culture, en expose les grandes lignes et donne rendez-vous pour l'inauguration le 28 Juin en compagnie de Bilel Allem, le premier street-artiste qui lancera ce projet. La balade oscillera entre la Médiathèque, le Théâtre, le centre administratif, le PCA et la rue PVC. Il bénéficie d'un portage financier ville / politique de la ville.

- Présentation du projet de requalification de la Place du Docteur Guersant

Comme les élus s'y étaient engagés lors du précédent conseil, Yann Tavart, du studio d'architectes du même nom (SYT) a accepté de venir présenter le projet global de requalification de la Place du Docteur Guersant et de l'Hôtel de ville. A la tête de la maîtrise d'œuvre, SYT s'appuie sur la valorisation des équipements municipaux (Espace Baker, Centre administratif, Ecole Joliot Curie, Hôtel de ville, tous requalifiés) et la gestion du stationnement, induite par la présence de ces services regroupés. Le site compte actuellement 27 places. A terme, il disposera de 125 places. Ce réaménagement permet en outre de sécuriser l'entrée de l'école Joliot Curie en la déplaçant vers le CA. Autre priorité du dossier : la

végétalisation et la désimperméabilisation des sols. Ce dernier axe s'accompagnant de la plantation de 85 nouveaux arbres (courant Octobre / Novembre).

Enfin, le boulingrin ne sera que partiellement transformé : fontaine remplacée par des brumisateurs, pose de quelques tables et jeux.

Monsieur Baudoux souligne que ce projet s'appuiera également sur la réfection de la façade art déco de l'Hôtel de ville et sur la création d'une coulée verte reliant la Place aux quartiers ANRU (ex 8 Mai). Marianne Caron s'enquiert du sort des arbres existants. Yann Tavart lui répond que deux devront être abattus suite aux expertises du diagnostic sanitaire.

Philippe Dehier interroge sur l'utilisation de l'énergie solaire. L'architecte explique ce que système pose problème dans la mesure où le projet est axé sur la végétalisation (les arbres coupant l'arrivée de l'énergie vers les candélabres). Dans le cadre de ce projet, ce sont les leds qui seront privilégiées.

Enfin, pour les mariages, un lieu paysager spécifique est à l'étude aux abords du parvis.

OUVERTURE DE L'ORDRE DU JOUR

Décisions de Monsieur le Maire :

- N°54 : Demande de subvention DSIL/DETR au titre du programme 2025 pour le projet de création d'un parc urbain sur le site Ladoumègue : 500 000 € soit un taux de 41.23 % (6 Février 2025)
- N°55 : Demande de subvention DSIL/DETR au titre de la programmation 2025 pour la requalification de la Place Guersant et de ses abords : 500 000 € soit 23.87 % (6 Février 2025)
- N°56 : Marché public de travaux (procédure adaptée) : requalification de la Place du Docteur Guersant (Rapport d'analyse des offres du 3 Mars 2025) :

Lot 1 : VRD – Jean Lefebvre Nord pour un montant de 1 119 270 €

Lot 2 : Eclairage : ETS Tromont pour un montant de 129 825 €

Lot 3 : Espaces verts et mobilier : SARL Laboureur pour un montant de 1 708 829 € (Mars 2025)

Une erreur de retranscription est à déplorer sur ce point.

Il convient de lire :

- N°56 : Marché public de travaux (procédure adaptée) : requalification de la Place du Docteur Guersant (Rapport d'analyse des offres du 3 Mars 2025) :

Lot 1 : VRD – Jean Lefebvre Nord pour un montant de 1 119 270.92 €

Lot 2 : Eclairage : ETS Tromont pour un montant de 129 825 €

Lot 3 : Espaces verts et mobilier : SARL Laboureur pour un montant de ~~1 708 829 € (Mars 2025)~~ **459**

733.10 € HT

Soit un montant total HT de 1 708 829. 02 €.

A ce titre, Monsieur le maire et le directeur général des services précisent que le montant total de ce marché est en dessous du seuil de procédure formalisée.

Pour conclure, Monsieur Baudoux propose d'informer les membres de la CAO des attributions effectuées dans le cadre des procédures adaptées. A la demande de M. Philippe Dehier, l'invitation des suppléants est également acceptée.

- N°57 : Demande d'une subvention de 30 000 € (75 %) ASRDA pour la mise en sécurité du carrefour rue de Maubeuge – Rue du 19 Mars (Mars 2025)
- N°58 : Demande d'une subvention de 9 686 € (75 %) ASRDA pour la mise d'un feu vert récompense Rue de Maubeuge (Mars 2025)

- **N°59** : Demande d'une subvention de 450 000 € (21,48 %) PTD au Département pour la requalification de la place du Docteur Guersant (Mars 2025)
 - **N°60** : Demande de subvention PTS de 350 000 € (21,14 %) au Département pour la création d'un parc urbain sur le site Ladoumègue (Mars 2025).
- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 10 Février 2025 **Pas d'avis contraire**

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

1) ACTION MUTUALISEE AVEC LA CAMVS POUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le schéma de mutualisation en matière de protection des données de la CAMVS permet de partager des ressources pour mieux respecter la réglementation en matière de protection des données personnelles (notamment le RGPD, Règlement Général sur la Protection des Données).

Un DPO (Délégué à la protection des données personnelles) sera désigné au niveau de l'agglomération pour garantir que toutes les communes du territoire respectent la réglementation sur la protection des données. Pour les communes de 8000 habitants et plus (Maubeuge, Hautmont, Jeumont et Aulnoye-Aymeries), cette action portera sur le recrutement d'un agent par la CAMVS, mis à disposition des quatre communes par le biais d'une convention bipartite. La participation financière sera calculée en fonction du coût salarial brut annuel de l'agent sachant que la CAMVS a fait le choix de ne pas répercuter intégralement la charge sur les communes eu égard au montage assuré avec le CDG59.

Villes/ CAMVS	Habitants	Montant estimé pour 2 ans	Montant estimé annuel	Temps hebdomadaire
CAMVS				5 h coordination
Maubeuge	29 271	33 255	16 627, 50	14 h
Hautmont	14 685	16 683	8 341,50	7 h
Jeumont	10 668	12 120	6 060	5 h
Aulnoye-Aymeries	8 751	9 942	4 971	4 h
Total	63 375	72 000	36 000	35 h

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la signature de la convention de prestation de service avec le CDG59 et la CAMVS et de permettre le recrutement d'un DPO par la CAMVS et sa mise à disposition des quatre communes aux conditions financières exposées dans la délibération annexée (2).

Pour les autres communes, un dispositif semblable est proposé par le CDG.

Vote : Unanimité

2) RETROCESSION A LA COMMUNE D'UNE CONCESSION (N° 587)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'un couple, titulaire de la concession n° 587, située au cimetière paysager d'Aymeries, a manifesté son souhait de rétrocéder cette concession à la commune, à titre onéreux. Cette concession a été acquise le 15 avril 2013 pour une durée de 50 ans pour la somme de 200,00€ TTC. La concession est libre de toute occupation. Il convient donc de se prononcer sur le remboursement de la somme de 104 € représentant des deux tiers du prix de la concession de columbarium, diminué du temps d'utilisation, c'est-à-dire, jusqu'au 15 avril 2024. Le troisième tiers restant acquis au Centre Communal d'Action Sociale de la commune. **Afin de donner satisfaction à la concessionnaire, Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir approuver le remboursement de la somme susmentionnée.**

Le Conseil Municipal est donc invité à :

- **Approuver** le remboursement de la somme de **104 €**,
- **Autoriser** le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

Vote : Unanimité

FINANCES

3) VOTE DES SUBVENTIONS 2025 AUX ASSOCIATIONS SUIVANTES

- SUBVENTION 2025 A L'AMICALE D'AULNOYE-AYMERIES

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Amicale d'Aulnoye-Aymeries	41 350 €	34 760 €	34 760 €

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION CONTACT

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Contact (MM Thurette et Alexandre Virgile ne prennent pas part au vote)	1 400 €	1 400 €	1 400 €

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION CANOË KAYAK AULNESIEN

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Canoë Kayak	1 539 €	1 700 €	1539 €

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION DES COMMERÇANTS AULNOYE DYNAMIC

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Aulnoye Dynamic		5000 €	3500 €

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION SECOURS POPULAIRE

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Secours populaire	500 €	500 €	500 €

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION DES ACCORDEONISTES AULNESIENS

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
Accordéonistes Aulnésiens	420 €	2500 €	500 € + Subvention exceptionnelle de 1 000 €, liées aux actions engagées pour le départ à la retraite du professeur et chef de société

- SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION ALDEVA

	<u>Montant alloué en</u> <u>2024</u>	<u>Montant demandé</u> <u>2025</u>	<u>Montant proposé au</u> <u>vote</u>
ALDEVA	100 €	500€	500 €

4) SOLDE 2024 AU CLUB DE JUDO

En complément de la délibération 549 du 21/10/2024 qui avait arrêté le principe du versement des 2/3 de la subvention 2024 soit 2700 € dans un premier temps et le report à début 2025 du tiers restant sur appréciation

de vitalité retrouvée du club, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'autoriser le versement de 1350 €, tiers 2024 restant.

Toutes les subventions sont adoptées à l'unanimité.

SERVICES TECHNIQUES – PATRIMOINE - URBANISME

5) DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE A1392 CHEMIN DU CIMETIERE A AULNOYE AYMERIES

Monsieur Semaille a sollicité la commune en vue de l'extension de ses locaux, demandant l'acquisition d'une portion de la parcelle cadastrale A1367, d'une superficie approximative de 660 m², située au 2 chemin du Cimetière à Aulnoye-Aymeries.

Un bornage, effectué par un géomètre-expert et pris en charge par Monsieur Semaille, a permis de diviser la parcelle A1367 en deux entités distinctes :

- La parcelle A1393, conservée par la commune d'Aulnoye-Aymeries ;
- La parcelle A1392, d'une superficie précise de 660 m², destinée à la réalisation du projet de Monsieur Semaille.

Afin de céder la parcelle A1392, il est impératif de procéder à sa désaffectation, suivie de son déclassement du domaine public.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous les documents relatifs à cette procédure. Vote : Unanimité

6) VENTE DE LA PARCELLE A1392 CHEMIN DU CIMETIERE A M. SEMAILLE

Suite à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle A1392, d'une superficie de 660 m², il est proposé de procéder à sa cession au profit de Monsieur Semaille.

Selon l'avis rendu par le service des Domaines en date du 4 juin 2024, la valeur vénale de ce terrain est estimée à 50,00 € par m². Ainsi, la valeur de la parcelle A1392 s'élève à 33 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tous les documents relatifs à cette cession. Vote : Unanimité

7) ACQUISITION DE FONCIER AUPRES DE L'EPF POUR L'OPERATION « CINEMA » RUE JEAN JAURES

La commune et l'EPF ont signé le 14/12/2023 une convention, avenantée le 25/04/2024, définissant les conditions d'interventions et les modalités de cession des biens objets de l'opération dénommée « Commerces, rue Jean Jaurès ».

Dans le cadre de cette opération, la commune a sollicité l'EPF pour procéder à l'acquisition de 4 biens d'une superficie totale de 2191 m² pour un montant total de 680 055.17 €.

En raison de contraintes de calendrier, la commune se chargera des travaux estimés à 149 845 € HT. Le bureau de l'EPF en date du 20/10/2023 a autorisé une décote exceptionnelle de 80 % portant le montant de la décote à 119 876 € HT.

Ceci exposé, il convient d'autoriser l'acquisition par la commune, des parcelles décrites à **en annexe 3** au prix de 560 972,57 € TTC dont 793.40 € de TVA. Le prix est annexé à la présente délibération (**annexe**). Etant ici précisé que, sauf si elles sont issues d'un bornage et d'un arpentage, les surfaces des parcelles reprises en annexe sont des surfaces cadastrales. L'EPF ne prend aucun engagement sur la contenance réelle de ces parcelles.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette acquisition.

M Baudoux précise que les études progressent rapidement sur ce dossier. M Logan Palmiste s'enquiert du calendrier et réaffirme les raisons pour lesquelles son groupe est opposé au projet : un nombre de salles jugé disproportionné, un programme de financement et de fonctionnement qu'il juge aléatoires, la création d'un nouvel équipement culturel superfétatoire au regard de l'existant.

Monsieur Baudoux rappelle que la création d'un cinéma est partie prenante du projet initial « Reconstruire la ville sur la ville » à l'image des Marquises et de façon plus antérieure de la création du centre Leclerc et de la conception du parking silo.

A ce sujet, les deux premiers niveaux étant désormais souvent saturés, une réflexion est engagée pour réaménager et couvrir le 3^{ème} et dernier étage. Au cœur de tous ces dossiers : le dynamisme de la gare et une fréquentation sans cesse à la hausse du nombre d'utilisateurs du train.

Monsieur le maire déplore le manque d'ambition de l'opposition sur ce point.

Chargé par la ville d'affiner ce projet (zone de chalandise, nombre de sièges et salles au regard du taux de population, fonctionnement), le cabinet d'études présentera les résultats de la prospection lors du prochain conseil municipal afin de laisser place au débat.

Mme Isabelle Mairiaux répète que la commune possède déjà de nombreuses structures culturelles et craint que faute de rendement le complexe soit à la charge de la mairie. Monsieur Baudoux clôt le débat en soulignant que ce projet se réalisera via un partenariat avec des professionnels mais également via une délégation de service public.

Vote : Majorité (M Baudoux ne prend pas part au vote – 3 Contre, Mmes Caron, Mairiaux et M Palmiste).

M Sébastien Dursent donne procuration à Mme Brigitte Leroy.

8) CONVENTION DE SOUTIEN ENTRE LA VILLE D'AULNOYE-AYMERIES ET L'ADU

La commune d'Aulnoye-Aymeries bénéficiera d'un soutien de l'A.D.U. pour la mise en œuvre de son projet de redynamisation du centre-ville, grâce à un accompagnement global et multithématique. Cet accompagnement reposera sur les compétences techniques de l'agence, notamment en matière d'observation territoriale, d'études urbaines et d'aménagement opérationnel.

Plus concrètement, l'A.D.U. apportera son soutien dans plusieurs domaines :

- **Réalisation d'observatoires et d'études** pour mieux comprendre les dynamiques locales, en lien avec la Politique de la Ville notamment.
- **Élaboration d'un Master Plan** et de supports cartographiques pour guider les aménagements.
- **Développement de la concertation** avec les habitants, scolaires, usagers, acteurs économiques et collectivités pour intégrer leurs besoins et attentes dans les projets.
- **Réalisation d'études urbaines** incluant diagnostic, stratégie, scénarios et programme d'actions pour améliorer l'espace urbain.
- **Réalisation de diagnostics pour les projets de constructions et d'aménagement** (sociodémographique, habitat, urbain, paysager, etc.), ainsi que des schémas d'aménagement et études de faisabilité.
- **Conseil pour la requalification d'espaces publics** et de voirie, notamment pour les places, espaces verts et parcs.
- **Accompagnement dans la maîtrise foncière à travers la réalisation de DUP**

La convention est conclue pour l'année 2025, prenant effet à sa signature et se terminant le 31 décembre 2025. Elle pourra être prolongée par avenant si nécessaire.

La commune accordera une subvention de 10 000 € pour financer ces missions, répartie comme suit :

- 5 000 € au 30 juin 2025
- 5 000 € au 31 décembre 2025.

Vote : Majorité (MM Baudoux, Georges et Mme Tournay ne prennent pas part au vote – 3 Contre, Mmes Caron, Mairiaux et M Palmiste).

9) DENOMINATION NOUVELLE VOIE « ALLEE EDMOND HAVRET »

Considérant la construction de 24 nouveaux logements par PROMOCIL sur l'ancienne parcelle du "Collectif Havret", située entre la rue Mirabeau et l'Allée des Cerisiers.

Considérant que cette nouvelle Résidence dessert 3 entrées collectives et 7 entrées individuelles dont une entrée collective sur une voie centrale,

Il est proposé de dénommer cette nouvelle voie centrale « Allée Edmond Havret » ce afin de composer la nouvelle numérotation.

Le Conseil municipal est invité à valider la dénomination « Allée Edmond Havret » et autoriser

Monsieur le Maire à communiquer cette information à Promocil et aux services concernés.

Vote : Unanimité

RESSOURCES HUMAINES

10) ACTUALISATION DU REGIME DES ASTREINTES ET PERMANENCES

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION 619 DU CM DU 12/12/2024

[Voir délibération en annexe 6](#)

Délibération modificative de la délibération du 12 décembre 2024 à la suite d'une observation du contrôle de légalité. Pour qu'elle soit applicable, il apparaît nécessaire de modifier la délibération en précisant les modalités de droit ou repos compensateur et en précisant que cette modification a fait l'objet d'un échange en Comité Social Territorial lors de sa dernière séance.

L'arrêté du 3 novembre 2015 précise, dans son article 2, les compensations d'interventions effectuées lors d'astreintes ou permanences. A ce titre, l'article stipule que : « *Les repos compensateurs accordés en contrepartie d'une intervention correspondent au nombre d'heures de travail effectif majoré de 10 % pour les heures effectuées les jours de semaine ainsi que les samedis ou majoré de 25 % pour les heures effectuées les nuits, les dimanches et les jours fériés* ».

Vote : Unanimité

CULTURE - SPORTS

11) DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'AIDE REGIONALE FESTIVAL HAUTE FREQUENCE

Le festival régional Haute Fréquence aura lieu en novembre 2025. La Région accompagne les initiatives permettant d'installer ce festival régional de musiques actuelles dans les lieux de concerts et de spectacle vivant. Il est proposé de candidater à ce dispositif et de solliciter une aide régionale à hauteur de 6 000 euros au titre d'un projet de type 1. Le projet devra comporter un temps d'action culturelle, un concert événementiel (tête d'affiche et groupe régional).

Le Conseil Municipal est invité à valider le projet de participation de la ville au festival régional Haute Fréquence 2025 et à autoriser le Maire ou son adjoint à demander une subvention de 6 000 euros à la Région. **Vote : Unanimité**